

L'économie mondiale en 2026 : quelques opportunités et beaucoup de risques

Synthèse

Globalement, si l'on voit bien d'où pourraient venir des crises cette année, les sources de croissance sont plus incertaines. Mais l'avenir peut réservé de bonnes surprises, après tout dans les années 1940 les économistes prévoyaient plus la stagnation séculaire que les « 30 glorieuses »¹. De nouvelles technologies comme l'IA ou la voiture électrique pourraient doper la productivité. Mais les menaces demeurent nombreuses : éclatement d'une bulle de l'IA ou des cryptos, crises politiques ou géopolitiques, déséquilibres chinois qui menacent la croissance du pays comme du reste du monde, embrasement de la guerre commerciale ou hausse de l'endettement public. Enfin, bonne année quand même !

1. L'IA, pour le meilleur et pour le pire

Économiquement, l'IA est porteuse d'autant d'opportunités que de menaces. Côté opportunités, cette technologie pourrait générer d'importants gains de productivité (le conditionnel est de mise car pour l'instant cela ne se constate pas dans les chiffres languissants de la productivité). L'évolution du pouvoir d'achat est directement corrélée au volume de production, puisqu'on ne peut consommer que ce qui a été produit. Or, pour produire plus il faut soit travailler plus (ce qui n'est pas du tout populaire) soit travailler mieux. Ce qui passe, entre autres, par l'utilisation de technologies plus efficaces. Historiquement, l'évolution du niveau de vie a été étroitement liée aux évolutions technologiques, de la machine à vapeur à internet. 2026 pourrait être l'année où l'IA, arrivée à maturité, se diffuse efficacement dans les entreprises pour les rendre plus efficaces et enclencher un nouveau cycle de croissance.

Côté menaces, si nous limitons notre propos à des considérations purement économiques, l'IA fait planer le risque d'éclatement d'une bulle assez semblable à l'éclatement de la bulle internet de l'an 2000. Les valorisations gigantesques des géants de l'IA, et la rentabilité des investissements colossaux qui sont entrepris, ne sont pertinentes que si cette technologie prouve son efficacité et ses sources de profits potentiels. Dans le cas contraire il pourrait y avoir cette année à la fois un effondrement des cours de bourse et des investissements en centre de données qui tirent la croissance aux États-Unis. L'économie américaine tomberait alors en récession, une crise qui se propagerait mécaniquement au reste du monde.

2. Les multiples conséquences d'une révolution électrique

Avec l'IA, l'autre bouleversement technologique en cours est lié à la transition énergétique et notamment au développement de la voiture électrique. L'Asie a certes pris un temps d'avance dans ce secteur, ce qui ne veut pas dire que le reste du monde ne peut pas en bénéficier aussi. Après tout, l'intérêt d'une technologie n'est pas tant de la produire mais de l'utiliser. Le but premier d'un médicament n'est pas de créer des emplois mais de soigner. La

¹ Robert W Fogel, “Reconsidering expectations of economic growth after world war II from the perspective of 2004”, National Bureau of Economic Research, 2005

même logique vaut pour tous les secteurs. En France, les gigafactories déjà construites ou en cours de construction pourraient permettre de bénéficier à la fois de l'activité économique liée à la production de nouveaux produits, et de ces produits eux-mêmes.

En l'occurrence, les voitures électriques présentent pour la France à la fois des intérêts écologiques, diplomatiques et économiques, en limitant les importations d'hydrocarbures. 2026 pourrait être l'année de l'accélération de ces technologies nouvelles qui permettraient à terme de libérer notre balance commerciale d'importations de pétroles dont on ne pouvait pas se passer jusqu'à présent. Pour les pays producteurs de pétrole en revanche, ces évolutions pourraient être fortement négatives, poussant encore plus bas un prix du pétrole qui a déjà baissé. Une recomposition pourrait donc commencer à se mettre en place dès cette année, au détriment des pays producteurs de pétrole et au bénéfice des importateurs.

3. Que se passe-t-il si le cours du bitcoin s'effondrait ?

Le bitcoin, et plus largement l'ensemble des crypto-actifs, ont connu des évolutions en montagnes russes en 2025, avec une tendance globalement haussière depuis l'élection de Donald Trump. Le point d'inquiétude est que l'utilité concrète du bitcoin reste incertaine (hormis pour les escrocs en tous genres), sa valorisation repose donc sur pas grand-chose d'autre qu'un mouvement spéculatif qui pousse les acheteurs à espérer une juteuse plus-value.

L'effondrement du cours des cryptos jusqu'à zéro ne peut donc pas être exclu (ce qui les distingue notamment de l'or qui possède une valeur fondamentale certaine, quoiqu'inférieure à son cours). Ces dernières années, les crypto-actifs se sont diffusés dans la finance traditionnelle, générant des risques bien au-delà des seuls détenteurs de ce type d'actif hautement risqué. Un effondrement du cours du bitcoin pourrait-il générer une crise financière ? Il n'y a pas de réponse simple. Les crises financières sont par nature difficiles à prévoir. L'émergence d'un nouveau type d'actif rend toute prévision en la matière encore plus hasardeuse.

Mais le risque existe et l'administration Trump ne semble pas le prendre au sérieux. Le risque est d'autant plus grand qu'un plongeon des crypto-actifs pourrait être déclenché par une chute des actions des entreprises liées à l'IA, déclenchant deux crises simultanément, ce qui accentuerait la déstabilisation du système financier.

4. Une économie mondiale sous la dépendance de la politique et de la géopolitique

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine le risque géopolitique est revenu au centre des préoccupations. Tensions entre la Russie ou la Chine et l'Occident, conflit entre Israël et l'Iran, nucléarisation de la Corée du Nord, terrorisme... les risques géopolitiques sont nombreux et pourraient impacter fortement l'économie. Si l'Iran décidait de s'en prendre au transport de pétrole et de gaz dans le détroit d'Ormuz ou si la Chine attaquait Taïwan, toutes les prévisions pour 2026 et les années suivantes seraient à revoir.

La prospective économique part généralement du postulat que ces conflits potentiels ne se déclencheront pas, faute de pouvoir leur attribuer une probabilité d'occurrence. Mais les prévisions sont ainsi soumises à une épée de Damoclès géopolitique qui érode leur fiabilité.

5. Les déséquilibres chinois se propagent au monde entier

La Chine, du fait d'une insuffisance de demande intérieure, tire sa croissance grâce aux exportations. Cette situation n'est bénéfique ni pour la Chine, dont l'économie est sérieusement déséquilibrée, ni pour le reste du monde, dont l'industrie est concurrencée par les productions chinoises. L'excédent commercial chinois représente près de 2 % du PIB mondial soit un montant nettement supérieur, selon cette mesure, aux excédents enregistrés par l'Allemagne ou le Japon dans le passé².

Le problème est que la Chine est, d'une certaine façon, bloquée dans sa stratégie mercantiliste : soutenir la demande intérieure se ferait au détriment de l'industrie exportatrice car les Chinois, s'ils avaient plus de moyens, consommeraient notamment des services (santé, éducation, divertissement), alors que l'industrie exportatrice fabrique de biens pour les consommateurs du monde entier. Le rééquilibrage impliquerait une période de transition qui pourrait être difficile à gérer, entraînant une hausse du chômage et des faillites à court terme. Pour bâtir un mode de croissance plus sain, la Chine devrait accepter quelques années de turbulence avant de repartir sur une dynamique de croissance durable.

Les dirigeants chinois ne semblent pas décidés à emprunter cette voie, mais plutôt à soutenir toujours plus leurs exportations (subventions, prêts avantageux, yuan sous-évalué³), au prix de tensions accrues avec le reste du monde.

6. Guerre commerciale, le plus dur est-il passé ?

La guerre commerciale déclenchée début 2025 par Donald Trump semble s'être stabilisée. S'il faut demeurer prudent en la matière, tant le président américain semble prendre ses décisions en dehors de toute logique, il est possible d'espérer que les droits de douane américains restent stables en 2026. La guerre commerciale américaine, seule, n'est pas d'ampleur à déclencher une récession mondiale.

Le risque pour 2026 et les années suivantes serait plutôt que le conflit commercial s'étende à d'autres pays, par exemple à des droits de douane contre la Chine pris par de nombreux pays (Mexique⁴, Union européenne), entraînant de probables mesures de rétorsion chinoises. De plus, l'attitude américaine pourrait rendre le protectionnisme plus acceptable, chaque pays pouvant se sentir autorisé à suivre l'exemple de Donald Trump. L'inquiétude n'est pas tant liée à la guerre commerciale américaine, mais à son éventuelle propagation au monde entier.

7. Des dettes publiques qui montent, qui montent...

La France n'est pas le seul pays à gérer ses finances publiques avec – disons les choses poliment – une certaine désinvolture. Si la France est considérée, à juste titre, comme le mauvais élève de la zone euro en la matière, les États-Unis, le Royaume-Uni ou le Japon enregistrent des niveaux de déficit et de dette publique excessifs. La Chine a également, en la matière, ses propres problèmes qui valent bien les nôtres.

² <https://www.cfr.org/blog/chinas-massive-surplus-everywhere-yet-imf-still-has-trouble-seeing-it-clearly>

³ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-12-10/china-s-yuan-is-25-undervalued-on-trade-basis-goldman-says>

⁴ <https://www.bbc.com/news/articles/c36z43ll06zo>

Les finances publiques sont un sujet de long terme, une crise en la matière ne se déclencherait probablement pas en 2026 mais plutôt dans les années suivantes. Aucun scénario ne doit cependant être exclu. Une impasse budgétaire qui se prolongerait en France, une dissolution et l'arrivée au pouvoir de partis dépensiers d'extrême droite ou d'extrême gauche pourrait conduire à une flambée des taux souverains, un peu comme cela avait été le cas lorsque Liz Truss avait présenté un budget tout sauf raisonnable en septembre 2022. Aux États-Unis, des attaques répétées de Donald Trump contre l'indépendance de la banque centrale pourraient finir par inquiéter les investisseurs qui, se détournant du dollar, provoqueraient une flambée des taux souverains.

1er janvier 2026

Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

